

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 04/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats  
Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

2 rue Gaspard Cariolis  
Zac de la Chantrerie  
44000 NANTES

Références : N1-2022-1122-rapport

Code AIOT : 0006300031

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté L'Ennerie 44320 CHAUVÉ. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- L'Ennerie 44320 CHAUVÉ
- Code AIOT : 0006300031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière de l'Ennerie à Chauvé est une carrière de roche massive (gneiss) dont l'exploitation est autorisée jusqu'en 2038. Un changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22/06/2018. L'arrêté complémentaire du 20/06/2017 autorise notamment le remblaiement partiel de la carrière avec des déchets inertes. Les quantités acceptées doivent être inférieures à 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

Après extraction, les matériaux sont traités dans une installation de concassage mobile fonctionnant par campagnes de plusieurs mois.

La production annuelle autorisée est de 440 000 tonnes en moyenne et de 900 000 tonnes au maximum.

Lors de la visite, les installations suivantes ont été contrôlées :

- fosse d'extraction et dispositifs de protection relatifs aux instabilités,
- stock de sable (nord de la parcelle YM 100 pp),

- zone de déchargement des déchets inertes,
- bassin de décantation et point de rejet des eaux d'exhaure au milieu naturel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des visites précédentes,
- Garanties financières,
- Stabilité des fronts,
- Acceptation de déchets inertes,
- Surveillance environnementale : eau superficielle, bruit, vibrations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2  | Renouvellement des garanties financières                                   | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.6      | /  | Sans objet        |
| 4  | Plan d'exploitation  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15     | /  | Sans objet        |
| 5  | Transmission du plan d'exploitation (suite visite 08/03/2019)              | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15     | /  | Sans objet        |
| 7  | Contrôle de la stabilité des fronts (suite visite 08/03/2019)              | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.14.4   | /  | Sans objet        |
| 8  | Surveillance des fronts  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2     | /  | Sans objet        |
| 9  | Surveillance du stock de granulats (parcelle YM100)                        | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2     | /  | Sans objet        |
| 10 | Merlons paysagers  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.3     | /  | Sans objet        |
| 11 | Remblaiement – Déchets acceptés  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.1 | /  | Sans objet        |
| 12 | Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable (suite visite 08/03/2019) | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2 | /  | Sans objet        |
| 13 | Remblaiement – Document préalable (suite visite 08/03/2019)                | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.3 | /  | Sans objet        |
| 16 | Remblaiement – Accusé d'acceptation  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2 | /  | Sans objet        |
| 17 | Remblaiement – Registre d'admission  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2 | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 18 | Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques | Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 | /  | Sans objet        |
| 19 | Surveillance des rejets d'eau  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7                     | /  | Sans objet        |
| 20 | Analyses complémentaires des rejets d'eau                            | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7.1                   | /  | Sans objet        |
| 21 | Surveillance de la pollution des sols                                | Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article 4                        | /  | Sans objet        |
| 22 | Transmission de la surveillance de la pollution des sols             | Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article 4                        | /  | Sans objet        |
| 23 | Niveaux sonores  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.2                     | /  | Sans objet        |
| 24 | Contrôle des niveaux sonores   | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.7                     | /  | Sans objet        |
| 25 | Contrôle extérieur des vibrations                                    | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article V.6                      | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Montant des garanties financières                                 | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.1.1    | /  | Sans objet        |
| 3  | Production annuelle   | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.9      | /  | Sans objet        |
| 6  | Epaisseur d'extraction  | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.14.2   | /  | Sans objet        |
| 14 | Remblaiement – Contrôle des apports (suite visite 08/03/2019)     | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4 | /  | Sans objet        |
| 15 | Remblaiement – Gestion des indésirables (suite visite 08/03/2019) | Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4 | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats (enjeux principaux)

L'exploitant doit veiller à assurer la traçabilité de la surveillance des fronts et autres zones potentiellement instables (zone de remblaiement, stock de sable) ainsi que la traçabilité des actions correctives réalisées.

Pour l'acceptation des déchets inertes, la procédure d'acceptation préalable doit être améliorée pour permettre de s'assurer que les déchets apportés ne viennent pas d'un site contaminé. Compte-tenu des quantités acceptées, l'exploitant doit réduire ces quantités ou déposer un dossier de porter à connaissance évaluant les impacts de cette augmentation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Montant des garanties financières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le montant des garanties financières est fixé dans le tableau ci-après [tableau]   |
| <b>Constats :</b> L'administration dispose d'une attestation de garanties financières d'un montant de 288 295 euros valide jusqu'au 10/01/2023.<br>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières pour la période du 10/01/2023 au 10/01/2028 et d'un montant de 295 989 €. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 2 : Renouvellement des garanties financières

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article X.6   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.<br>L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.<br>Avec ce document, l'exploitant transmettra un bilan circonstancié de l'état d'avancement de la remise en état du site de la phase en cours.<br>Il adresse une copie du document et du bilan à l'inspection des installations classées.   |
| <b>Constats :</b> L'attestation de garanties financières pour la période en cours arrive à échéance le 10/01/2023. Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières pour la période du 10/01/2023 au 10/01/2028. Celle-ci est datée du 12/10/2022.<br><b>Les garanties financières n'ont pas été renouvelées moins de trois mois avant leur échéance. L'attestation des nouvelles garanties financières a été transmise à l'administration moins de trois mois avant leur échéance.</b><br><b>L'exploitant n'a pas transmis de bilan de l'état d'avancement de la remise en état de la phase en cours.</b> |
| <b>Observations :</b> L'exploitant doit réaliser un bilan de l'activité sur le site et de la remise en état effectuée et le comparer au phasage prévu annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Une nouvelle évaluation du montant des garanties financières devra être réalisée si un décalage est constaté.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Production annuelle

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi d'exploitation  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La production annuelle moyenne de la carrière ne peut dépasser 440 000 tonnes et la production annuelle maximale de la carrière ne peut dépasser 900 000 tonnes.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré les productions annuelles suivantes (y compris les stériles) (GEREP) :<br>2019 : 81,4 kt<br>2020 : 111,4 kt<br>2021 : 108,7 kt<br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la production 2022 s'élevait actuellement à 57 kt. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Plan d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi d'exploitation  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit des plans à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000 ème, orientés. Ces plans comprennent un maillage selon le système Lambert et doivent indiquer ; <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter,</li><li>- la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines,</li><li>- les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires),</li><li>- les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>- la position des dispositifs de clôture,</li><li>- les zones décapées,</li><li>- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,</li><li>- les zones où l'exploitation est définitivement arrêtée,</li><li>- les zones remblayées,</li><li>- les zones définitivement réaménagées et la nature du réaménagement effectué,</li><li>- les voies d'accès, ainsi que les chemins internes qui mènent à la carrière,</li><li>- les zones à exploiter pendant l'année à venir (prévisions).</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une version informatique du plan d'exploitation daté du 01/07/2022. <b>Ce plan ne comporte pas les éléments suivants :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'emplacement du bornage,</li><li>- les emplacements de stockage des terres de découverte et des stériles,</li><li>- les différentes zones : où l'exploitation est définitivement arrêtée, remblayées, définitivement réaménagées avec la nature du réaménagement effectué, à exploiter pendant l'année à venir (prévisions).</li></ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 5 : Transmission du plan d'exploitation (suite visite 08/03/2019)

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.15 |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi d'exploitation                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                             |

|  |
|--|
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ce plan doit être mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire doit être transmis à l'inspection des installations classées.  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le plan d'exploitation du 01/07/2022 à la demande de l'inspection des installations classées.<br>Le plan précédemment transmis est daté du 02/07/2018.<br><b>L'exploitant ne transmet pas le plan d'exploitation au moins une fois par an à l'inspection des installations classées.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 6 : Epaisseur d'extraction

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.14.2              |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Limites d'exploitation  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La cote maximale d'exploitation est fixée à - 84 m N.GF.    |
| <b>Constats :</b> L'examen du plan montre que la côte du fond de fouille se situe à - 51 m NGF |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 7 : Contrôle de la stabilité des fronts (suite visite 08/03/2019)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article I.14.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques géotechniques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>L'exploitant procédera au moins une fois par an au contrôle de l'inclinaison (article 1.14.3) et de la stabilité des fronts de la carrière. Il fera un rapport du contrôle à l'inspection qui sera adressé avant le 31 mars de chaque année.</p> <p>Ce contrôle annuel comprend également la vérification de la stabilité du stock de granulats existant situé au nord de la parcelle YM 100 pp.</p> <p><b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un rapport de suivi de stabilité des fronts (Oolite – 12/05/2022). Le rapport de suivi de la stabilité des fronts n'apporte <b>pas d'information sur l'inclinaison des fronts</b>.<br/>Le rapport fait état de nombreuses instabilités sur le site, certaines impliquent un volume important et présentent un risque fort et imminent.</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a également transmis un courrier présentant les actions qu'il allait mettre en place suite aux constats d'instabilité et aux préconisations du rapport. Une partie des mesures prévues portent sur la mise en place de blocs pour interdire l'accès aux zones dangereuses. D'autres portent sur la mise en place de merlons pour maintenir les chûtes de blocs. Il est également prévu des opérations de purges et principalement de la surveillance.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'existence d'un « registre de surveillance des fronts de taille et talus de verse » pour l'année 2022. L'exploitant a indiqué que le talus de verse correspondait à la zone de remblaiement de l'excavation. Cependant, seule la surveillance des fronts est reportée dans ce registre. La surveillance des fronts est réalisée mensuellement uniquement sur les zones où une activité est réalisée. Cependant, à l'exception des mois de janvier, mai et juin, seule la mention "RAS" est portée au registre, sans indication de risques constatés ou de mesures réalisées. Pour les mois de mai et juin, il est indiqué la réalisation du rapport Oolite et la mise en œuvre de mesures à la suite mais il n'y a pas le détail et la traçabilité des actions effectivement réalisées.</p> |

Il a été constaté la présence des deux merlons mis en place en pied de fronts 1-2 et en haut de front 4, en retrait du haut du front, ainsi que la pose de blocs afin d'empêcher l'accès à des zones dangereuses. Les rochers permettant l'accès au pied de la zone de remblai avaient cependant été déplacés pour permettre le passage. L'accès à cette zone n'était pas identifié comme à risque dans le rapport d'Oolite cependant cette zone n'a pas été examinée par le géologue. **L'exploitant intégrera la surveillance de la stabilité de la zone de remblaiement à son contrôle annuel de stabilité.**

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un rapport de visite du stock de sable, réalisé en février 2021 (COLAS). Ce rapport notait l'érosion des stocks et merlons placés en pied. **Il n'a pas été réalisé de suivi ultérieur de la stabilité du stock de sable.**

L'exploitant a indiqué que le contrôle du stock de sables était programmé le 02/11/2022.

**Observations : Le registre de surveillance des fronts de taille doit permettre la traçabilité des risques identifiés et des actions réalisées.**

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les rapports relatifs à la stabilité (des fronts, de la zone de remblaiement, du stock de sables) accompagnés de son analyse et de ses propositions.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Surveillance des fronts

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques géotechniques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder aussi souvent que nécessaire à la purge et à la rectification des fronts de taille. Les fronts ou tas de déblais ne doivent pas comporter de surplombs, de zones de porte-à-faux ou de caves.

Le front d'abattage et les parois qui dominent les lieux de travail et les pistes doivent être régulièrement surveillés par un agent spécialement désigné à cet effet par l'exploitant et être purgés dès que cette surveillance en fait reconnaître la nécessité.

Ces opérations doivent être effectuées notamment après chaque tir d'abattage à [l'explosif, avant toute reprise du travail en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et avant toute reprise de l'activité après un arrêt prolongé.

**Constats :** Le rapport de stabilité des fronts réalisé par la société Oolite (voir point de contrôle précédent) montre la nécessité de réaliser de nombreuses purges sur le site. Une grande partie des purges à réaliser est localisée dans les zones qui ne font pas l'objet de l'exploitation. Ces zones sont interdites d'accès par des blocs.

La surveillance des fronts est réalisée par le chef de carrière qui tient le registre mensuel de la surveillance des fronts (voir point de contrôle précédent).

L'exploitant indique que les purges sont réalisées au fur et à mesure des tirs par la pelle lors de la reprise des matériaux abattus. Il indique également que des purges sont réalisées si nécessaire après de fortes pluies. Ces purges ne font pas l'objet d'une traçabilité.

**Observations : Les purges doivent faire l'objet d'une traçabilité sur le registre prévu à cet effet.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 9 : Surveillance du stock de granulats (parcelle YM100)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IX.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques géotechniques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

|   |
|---|
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une surveillance spécifique du stock de granulats existant au nord de la parcelle YM 100 pp doit être mise en place afin de s'assurer que les matériaux ne glissent pas sur les parcelles situées en dehors du périmètre autorisé. Un dispositif spécifique est matérialisé sur place afin de visualiser les glissements de matériaux éventuels.   |
| <b>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de surveillance spécifique de stock de sables ni de dispositif permettant de visualiser les glissements.</b><br>Lors de la visite, il a été constaté que le stock de sable était entouré d'un merlon de sables le long du périmètre autorisé. Ce merlon est raviné et glisse en direction de l'extérieur du site. Compte-tenu de la présence importante de végétation (ronces, ...), <b>il n'a pas été possible par endroits d'identifier précisément la limite du périmètre autorisé et de vérifier que le merlon ne glisse pas en-dehors de ce périmètre.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 10 : Merlons paysagers

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques géotechniques  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Au nord de la parcelle YM 100 pp (stockage de granulats existant), la hauteur du stockage de granulats existant ne doit pas dépasser + 20 m NGF. Le nouveau merlon implanté sur les parcelles YM 100 pp et ZA 107 pp doit s'élever au plus à + 20 m NGF alors que celui implanté sur le reste de la parcelle ZA 107 pp ne doit pas dépasser + 16 m NGF.<br>Au sud sur les parcelles ZB 48 pp, 49, 55 et YM 100 pp, le merlon paysager ne doit pas dépasser la hauteur de + 20 m NGF.<br>A l'est, en limite du site, sur la parcelle YM 85, (le long de l'Ennerie), le merlon paysager ne doit pas dépasser la hauteur de + 20 m NGF. |
| <b>Constats :</b> La vérification du plan d'exploitation montre que <b>le stock de granulats existant sur le nord de la parcelle YM 100 pp est à une hauteur maximale de 28 m NGF.</b><br><br>Sur plan, il est également constaté que <b>le merlon mis en place sur la parcelle ZB 50 (au sud-ouest) présente une hauteur maximale de 21 m NGF.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 11 : Remblaiement – Déchets acceptés

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les seuls déchets admissibles pour le remblaiement du site sont les déchets inertes suivants : [tableau]<br><br>Des mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron relevant du code 17 03 02 (uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés) pourront être acceptés uniquement dans le cadre d'un transit vers un autre site. Ces mélanges bitumineux ne devront pas être utilisés en remblai sur place. Ils devront être déchargés et stockés de façon transitoire sur une zone séparée.<br><br>Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement.<br><br>La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne devra pas dépasser 60 000 tonnes par an |

en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

**Constats :** L'acceptation de déchets inertes sur le site est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 20/06/2017.

Lors de la visite, il n'a pas été identifié de matériaux interdits sur le site.

Dans ses déclarations annuelles sur GERE, l'exploitant a déclaré les quantités suivantes acceptées sur le site :

2019 : 90,8 kt remblaiement + 6 kt recyclage

2020 : 97,2 kt remblaiement + 0,9 kt recyclage

2019 : 90,2 kt remblaiement + 4,6 kt recyclage

**La quantité moyenne annuelle des matériaux acceptés est largement dépassée** et est systématiquement proche de la quantité maximale annuelle prévue pour faire face à des chantiers importants ponctuels.

**Observations :** L'exploitant doit respecter la quantité moyenne annuelle ou déposer un dossier de porter à connaissance pour augmenter les quantités pouvant être acceptées sur le site. Ce porter à connaissance devra notamment décrire les impacts d'une telle augmentation, notamment en terme de trafic routier et de bruit.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 12 : Remblaiement – Procédure d'acceptation préalable (suite visite 08/03/2019)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article VIII.3.2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article VIII.3.1, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés y compris pour les apports ponctuels.

### **Constats :** Constat de la visite inopinée du 08/03/2019 :

Un document préalable a été mis en place. Ce document prévoit l'indication de l'origine des déchets et le type de site : potentiellement contaminé / pollué / autre site.

Il a été constaté que cette coche n'était pas remplie. Le logiciel, qui permet de compléter automatiquement cette fiche, ne prévoit pas cette coche.

L'agent de bascule a indiqué que, pour les documents préalables qui ne sont pas validés en amont, elle pose des questions sur le type de chantier mais l'information ne fait pas l'objet d'une traçabilité. Il n'a pas été possible de vérifier que l'exploitant s'assure que les matériaux apportés ne proviennent pas de sites contaminés, que les documents préalables soient vérifiés en amont ou sur place.

Réponse de l'exploitant (courrier du 05/04/2019) : Les consignes ont été modifiées et commentées au personnel du site le 28/03/2019. La fiche pédagogique jointe en annexe résume les différentes consignes ainsi que la consigne nous permettant de vérifier en amont ou lors du premier déchargement la pollution ou potentielle pollution des matériaux liés à un chantier. Cette vérification est réalisée via les bases de données BASIAS/BASOL.

Courrier de la DREAL du 14/05/2019 : Les bases de données BASOL / BASIAS ne sont pas complètes. Concernant une pollution industrielle, la consultation de l'onglet « installations industrielles » de

Géorisques pourrait être utile. Cependant, ces données ne comportent pas certaines pollutions historiques, ni les installations industrielles soumises à simple déclaration ni les pollutions qui ne sont pas d'origine industrielle (ex : retrait d'une cuve de fuel chez un particulier, remblaiement historiques douteux, etc).

Constat du 25/10/2022 : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis la « Consigne Réception, contrôle et stockage des déchets inertes » - 11/04/2022. Cette consigne prévoit « Afin de s'assurer que les déchets ne proviennent pas d'un site contaminé, la consultation de la base de données CASIAS est recommandée (Cf. Guide d'utilisation CASIAS en Annexe). A noter que cette base de donnée regroupe les anciennes bases de données BASOL et BASIAS. »

Lors de la visite, l'agente de bascule en charge de l'accueil des camions sur le site a indiqué que, pour les documents d'acceptation préalables qui n'étaient pas validés à l'avance, ces DAP étaient complétés sur le site. La seule vérification réalisée est basée sur la consultation de Géorisques. La conclusion sur le caractère potentiellement contaminé du chantier n'est pas cochée.

Les pratiques d'acceptation de déchets inertes n'ont donc pas évolué. **La procédure d'acceptation préalable mise en place ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que les déchets apportés ne proviennent pas d'un site contaminé.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 13 : Remblaiement – Document préalable (suite visite 08/03/2019)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article VIII.3.2.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

**Constats :** Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le modèle de Document Préalable d'acceptation pour les déchets inertes – v3.

Ce document comporte l'ensemble des éléments prévus.

Lors de la visite d'inspection du 08/03/2019, il avait été constaté que les DAP n'étaient pas signés.

Constats du 25/10/2022 : Plusieurs DAP du 24 ou du 25/10/2022 ont été consultées. Il a été constaté que :

- la localisation du chantier n'était parfois pas précise (indication d'une rue, d'un lieu-dit sans autre précision),
- certaines DAP n'étaient pas signées par le producteur des déchets,

- sur une DAP, la quantité de déchets concernée n'était pas indiquée.

L'exploitant a indiqué que certains apports de déchets avaient fait l'objet d'analyses afin de valider l'acceptation préalable. **Les résultats des analyses n'étaient pas annexés aux DAP.** Il n'a pas été possible de consulter des résultats d'analyses lors de la visite d'inspection. Les DAP ne prévoient pas d'indication sur la réalisation éventuelle d'analyses.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 14 : Remblaiement – Contrôle des apports (suite visite 08/03/2019)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes:

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article VIII.3.5;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés.

**Constats :** L'exploitant a mis en place une procédure qui prévoit ces différentes étapes de vérification de contrôle à l'arrivée des déchets sur le site.

Lors de la visite, il a été constaté que la vérification à la bascule était réalisée soit directement par la fenêtre soit à l'aide d'une caméra dirigée vers le chargement. L'agente de bascule a indiqué que, en cas de doute, elle informe le chef de carrière et le conducteur du chargeur.

Il a été constaté la présence d'une zone de déchargement des apports, séparée en différentes parties.

Il n'a pas été possible de questionner l'agent chargé de la vérification sur la plate-forme compte-tenu de la pause méridienne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 15 : Remblaiement – Gestion des indésirables (suite visite 08/03/2019)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'une benne affectée à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés.

**Constats :** Lors de la visite d'inspection du 08/03/2019, il avait été constaté l'absence de benne pour la récupération des indésirables.

Constat du 25/10/2022 : Deux bennes sont localisées sur la plate-forme et permettent de récupérer de façon séparée les plastiques et le bois d'une part et la ferraille d'autre part. Ces bennes comportaient des indésirables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet |
|---|

**N° 16 : Remblaiement – Accusé d'acceptation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable prévu à l'article VIII.3.3 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li><li>- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li></ul> |
| <b>Constats :</b> Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant délivrait un bon d'acceptation de déchets qui prévoit l'ensemble des éléments demandés. Cependant, <b>le bon d'acceptation consulté par sondage ne comportait pas l'adresse précise du chantier.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 17 : Remblaiement – Registre d'admission**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article VIII.3.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet;</li><li>- la nature du déchet entrant (code du déchet);</li><li>- la quantité du déchet entrant;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets;</li><li>- l'accusé d'acceptation des déchets;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article VIII.3.4 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission sera enregistré sur un registre spécifique.</li></ul><br>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le registre des déchets apportés sur le site en 2022.. Ce registre comporte la date, la nature du déchet, la quantité admise. <b>Il ne comporte pas toujours l'adresse exacte du chantier d'où proviennent les déchets. Il ne comporte généralement pas le nom du transporteur et ne comporte pas son adresse. Il ne comporte pas le résultat du contrôle visuel.</b><br><br>Par ailleurs, le logiciel utilisé permet le refus d'un apport mais ne garde pas la trace de ce refus. <b>Il n'est pas mis en place de registre permettant de conserver la trace des apports refusés.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 18 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées                          |

|   |
|---|
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place ce registre ni la transmission au registre électronique RNDTS. Une période de tolérance été décidée par le ministère chargé de l'écologie pour la transmission au RNDTS jusqu'au 31/12/2022. Cependant, la tenue du registre doit être réalisée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 19 : Surveillance des rejets d'eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les eaux issues du décanteur visé à l'Article II.4 -, les eaux de l'installation de lavage des véhicules et des engins et les autres eaux canalisées sont dirigées vers les bassins de décantation et ne peuvent être rejetées dans le ruisseau du Pin qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation qui permet de respecter les valeurs limites suivantes ;<br>- pH entre 5,5 et 8,5<br>- température ; inférieure à 30° C<br>- MEST < 35 mg/1 (norme NFT 90 105)<br>- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/1 (norme N.F.T. 90 101)<br>- Hydrocarbures < 10 mg/1 (norme N.F.T. 90 114)<br>Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.<br>Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.<br>La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/1.<br>Les rejets doivent s'effectuer à travers des canaux qui permettent la mesure du débit.<br>Les pompes de rejet doivent être équipées de compteurs totalisateurs de débit.<br>Les paramètres visés ci-dessus, doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet dans le ruisseau du Pin. |
| <b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des mesures réalisées en avril et octobre 2021 et avril 2022 (SGS). Les prélèvements semblent avoir été réalisés dans le ruisseau en amont et en aval du site ainsi que dans le bassin des eaux d'exhaure en 2021 et au « rejet d'exhaure » en avril 2022.<br><br>Les résultats des analyses sont conformes aux valeurs limites.<br>Cependant, <b>les prélèvements sont réalisés de façon instantanée et non pas proportionnellement au débit sur 24 heures.</b><br><br>Lors de la visite, le bassin de décantation des eaux avant rejet au milieu naturel a été vu. L'exploitant indique que le prélèvement d'eau se fait dans le bassin. <b>Le point de rejet n'est pas aménagé pour permettre une mesure du débit ni permettre le prélèvement d'un échantillon sur 24 heures.</b><br><br>L'exploitant réalise également une mesure semestrielle au niveau du rejet du séparateur à hydrocarbures (rejet direct au milieu naturel). Les résultats sont conformes.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 20 : Analyses complémentaires des rejets d'eau

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article II.71   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les paramètres suivants doivent être mesurés semestriellement par un laboratoire agréé pour ces analyses au niveau des points de rejet au milieu naturel: chlorures, sulfates, nitrites, nitrates, azote kjeldahl, azote total, phosphore total, AOX, aluminium, arsenic, baryum, cadmium, chrome, Cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, selenium, zinc.<br>Les résultats de ces mesures doivent faire l'objet d'un suivi de leur évolution. En cas d'augmentation des résultats pour au moins un paramètre, l'exploitant devra en rechercher la cause et faire des propositions d'actions à l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b> Les paramètres prévus sont bien mesurés à une fréquence semestrielle.<br>Les concentrations mesurées ne semblent pas présenter d'évolution particulière.<br>Cependant, <b>l'exploitant n'a pas mis en place un outil de suivi de l'évolution.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 21 : Surveillance de la pollution des sols

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant réalise, pendant 4 années au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines pour les hydrocarbures C10 à C40 au droit du puits P2 dont l'emplacement est représenté en annexe 1,</li> <li>• une surveillance annuelle de l'air du sol au niveau des trois piézais Pa1, Pa2 et Pa3 dont l'emplacement est représenté en annexe 2. Les paramètres mesurés sont les hydrocarbures (C5-C16) et les BTEX.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des mesures de l'air du sol réalisées au niveau des 3 piézais en septembre 2020 et octobre 2021 (HPC Envirotec). Les résultats sont inférieurs ou proches des limites de quantification.   |
| <b>L'exploitant n'a pas transmis de résultats d'analyses d'eaux souterraines pour le Puits P2 et les paramètres C10 à C40.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 22 : Transmission de la surveillance de la pollution des sols

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2020, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des sols   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées avec les commentaires appropriés.  |
| <b>Constats :</b> Les résultats de la surveillance de la pollution des sols n'ont pas été transmis avant qu'ils soient demandés par l'inspection en préparation à la visite. <b>Ils n'étaient pas accompagnés de commentaires.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 23 : Niveaux sonores

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les émissions sonores émises par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : [tableau]  |
| <b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisées en octobre 2021 (Etudes Conseil Environnement). La méthode d'expertise a été utilisée. Les résultats sont conformes à l'exception de la mesure d'émergence réalisée au lieu-dit l'Ennerie, à proximité de l'entrée du site ( <b>émergence de 7,5 dB pour une valeur limite de 5 dB</b> ). D'après le bureau d'études, la non-conformité est liée à la circulation des camions accédant au site, à quelques mètres de l'habitation. La circulation des camions est exclusivement liée à l'activité du site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 24 : Contrôle des niveaux sonores

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article IV.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un contrôle des niveaux sonores (diurnes et nocturnes) doit être réalisé au moins une à quatre fois par an, avec au moins une mesure pendant tes périodes de concassage, par un organisme compétent et indépendant.<br>Le contrôle doit être effectué chaque trimestre si les limites fixées à l'Article IV.2 sont dépassées en au moins un point de mesure, et tant qu'elles sont dépassées, au moins une fois par an dans les autres cas. En cas de dépassements, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et lui présente les dispositions envisagées pour y remédier.<br>Les mesures des niveaux sonores doivent établir l'émergence induite par l'activité au minimum aux points de contrôle suivants :<br>- (point 1), la Michelais des Marais,<br>- (point 2), la Basse Gautrais,<br>- (point 3), l'Ennerie,<br>- (point 4), limite nord-est de la carrière,<br>- (point 5), Moulin de la Rigaudière. |
| <b>Constats :</b> Un contrôle annuel a été réalisé en octobre 2021 par Etudes Conseil Environnement. Ce contrôle annuel a été réalisé au niveau des points de mesures prévus. Il a eu lieu lors d'une période de concassage.<br><br>Il a conduit au constat d'un dépassement de la valeur limite d'émergence en un point de mesure. <b>L'exploitant n'a pas signalé ce dépassement à l'inspection des installations classées ni transmis ses propositions d'actions pour y remédier. Il n'a pas réalisé de mesures trimestrielles suite à ce dépassement.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 25 : Contrôle extérieur des vibrations

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2008, article V.6 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations                               |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|   |
|---|
| Un contrôle des vibrations dues aux tirs doit être réalisé au minimum annuellement par un organisme compétent et indépendant.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les mesures de vibrations étaient réalisées par son prestataire en charge du minage. Cependant <b>ce prestataire ne peut pas être considéré comme indépendant.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |